

<http://pierre-alainmillet.fr/Industrie-entre-le-marche-et-l>



Conseil municipal du 17 Juin 2013

Industrie, entre le marché et l'état, l'illusion du repreneurâ€!

- Rencontres -

Date de mise en ligne : mardi 18 juin 2013

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Lors du débat sur le programme d'intérêt général « énergie » dont la ville de Vénissieux vient de délibérer pour autoriser le maire à signer une convention avec l'état et le Grand Lyon, l'adjoint au maire (PS) Lahcem Touati a évoqué la situation difficile de l'industrie du photovoltaïque et notamment la situation de Bosch en appelant à soutenir les démarches pour « trouver un repreneur ».

Il m'a semblé utile d'apporter un point de vue différent sur ce site très important pour la ville, un des plus grands sites industriels de Vénissieux, mais aussi dans le débat sur la transition énergétique, autour des enjeux du coûts de l'énergie, dont la hausse justifie ce programme d'intérêt général, et du marché, auquel toutes les politiques publiques font appel comme un remède miracleâ€

Cet article est évidemment réécrit et bien plus long que mon intervention, qui n'avait pas été préparée, mais le fonds est làâ€

Car l'appel à « trouver un repreneur » pour relancer le site et la production de panneaux photovoltaïques à Vénissieux est un soutien clair et entier aux objectifs du groupe Bosch. Mais ce groupe est un de plus grands groupe industriel mondial, réalise un chiffre d'affaire de plus de 50 G€ (milliards d'Euros), avec 300 000 « collaborateurs » dans le monde. Il a investi en 2012 malgré la crise plus de 5G€ ! [1], deux fois plus que les investissements du Grand Lyon pendant tout un mandat ! Comment peut-on imaginer qu'un autre repreneur aurait les moyens de faire mieux ? Si un tel groupe n'a pas la force de développer l'industrie du photovoltaïque, que faut-il espérer d'un repreneur ?

Notre collègue socialiste ressort l'argument répété par tous les grands patrons pour justifier les restructurations « c'est la faute aux chinois ». Mais il faut savoir que le salaire moyen chinois augmente rapidement (+17% en 2013 !), que dans le secteur public, il dépasse désormais le salaire moyen en Grèce ou au Portugal. Et ce sont les patrons occidentaux qui protestent contre le gouvernement chinois qui augmente le salaire minimum. [2] Et on sait que le salaire ne compte que pour une faible part dans le coût de revient industriel !

De toute façon, c'est une vieille question. Les travailleurs doivent-ils jouer la concurrence entre eux, se défendre contre les travailleurs des autres pays, ou doivent-ils au contraire organiser la solidarité de tous ceux qui travaillent pour imposer partout le respect des conditions de travail et des salaires, le droit de « travailler au pays » comme on disait dans les années 70 ?

D'autant que si on rentre dans le jeu du groupe Bosch, qu'on le laisse se désengager du site, et qu'on demande à l'état de garantir les prix du photovoltaïque pour « sauver » le site et trouver un repreneur, qui paiera ?

- on demandera bien sûr aux travailleurs de Bosch de nouveaux efforts, quelques licenciements, des baisses de salaires et des hausses de temps de travail
- on acceptera les conditions d'un repreneur qui n'aura évidemment pas les ressources de Bosch, donc qui cherchera des montages financiers « créatifs » pour faire apparaître un projet équilibré avant de se révéler fragile quelques mois plus tard, demandant de nouvelles aides et de nouveaux efforts aux travailleurs (voir les nombreux exemples bien connus, dont le dernier, Kem'One à Pierre Béniteâ€
- et on demande aux consommateurs d'électricité d'accepter d'acheter toujours plus cher l'énergie photo-voltaïque pour « sauver l'industrie »â€ On voit déjà sur notre facture EDF une ligne qui augmente rapidement, la « CSPE » dont l'augmentation est due aux énergies renouvelablesâ€

En résumé :

- travailler plus moins nombreux et pour gagner moins
- payer plus par nos impôts pour aider le repreneur
- payer plus sur nos factures pour financer le photovoltaïque

Il faut dire la vérité, c'est un piège grand ouvert pour les travailleurs de Bosch, pour leurs familles, et pour les Vénissiens

Pourquoi les socialistes acceptent de défendre une telle arnaque ? tout simplement parcequ'ils sont enfermés dans une logique économique, faire appel au marché, supposé vertueux, du moins si on le régule bien pour en éviter les excès

Or, nous avons maintenant l'expérience. Le marché fonctionne toujours et partout dans le même sens, séparer les nombreux petits clients qu'il faut faire payer des gros clients qu'il faut bichonner, aggraver les inégalités pour concentrer toujours plus de richesse sur un plus petit nombre de milliardaires, et demander à l'état de régler les factures de la crise avec nos impôts

De fait, tout le monde sait que le groupe Bosch avait toutes les cartes en main quand il a lancé sa filière photovoltaïque. Tout le monde savait déjà à l'époque qu'il y avait surcapacité mondiale, que la Chine investissait à grande vitesse. Le groupe Bosch avait décidé de tenter le coup, pensant qu'il pourrait être le seul survivant européen, voire occidental. Il a effectivement « tué » pas mal d'autres acteurs en Europe, mais il finalement jeté l'éponge en considérant que le profit potentiel ne valait pas le risque pris. En quoi cela concerne-t-il les travailleurs de Bosch et les Vénissiens ? Car le groupe prend des décisions. Ses effectifs ont augmenté au niveau mondial de de 3800 personnes en 2012, de 500 en Allemagne, mais il a supprimé 1100 postes ailleurs en Europe. Pourquoi un groupe de cette taille peut-il se permettre de jouer au monopoly avec nos emplois, nos usines, notre vie ?

C'est la question qu'il faut poser à Lahcem Touati !

Car il y a une toute autre approche du problème général de l'énergie, et du cas particulière du site Bosch de Vénissieux. Ne plus se reposer sur le "marché, mais demander à l'état de jouer tout son rôle de planification et d'incitation pour développer une vraie filière française du solaire. C'est d'ailleurs ce qu'avait commencé à faire le service public EDF dans les années 70 avec le projet THEMIS, malheureusement laissé de coté.

Ce n'est pas d'un repreneur dont le site de Vénissieux a besoin, c'est d'un rapport de forces pour imposer au groupe Bosch, soit le redémarrage du site avec une activité ou une autre, il y a le choix dans ce groupe, soit de laisser le site à la puissance publique, et les travailleurs sont parfaitement capable de la faire vivre si l'état organise la filière.

Il faudrait sans doute reconcevoir des produits adaptés à d'autres usages du solaire, ne pas se limiter d'ailleurs au photovoltaïque, mais regarder aussi le solaire thermique, et même d'autres produits proches. trouver des partenaires pour associer des solutions de stockage de l'électricité pour rendre le solaire utilisable sans faire appel au gaz. Il faudrait une politique publique forte avec des plateformes publiques de production d'énergie solaire dans le midi, qui serait des sites EDF offrant un débouché au site Vénissien, associé à un effort public de recherche et développement.

Certes, il faut alors décider de consacrer de l'argent public au développement industriel, et cesser de se fermer les yeux quand quelqu'un parle de nationalisation. Ce n'est pas un gros mot ! Il n'y a pas que les communistes qui l'utilisent. Le ministre socialiste Montebourg l'avait utilisé pour Florange avant de se faire taper sur les doigts, et on

sait que même les USA ont nationalisé des grandes entreprises en faillite pour les « sauver », mais bien sûr, avant de les revendre au privé.

Non, décidément, l'urgence pour Bosch n'est pas de trouver un repreneur, mais de rassembler les travailleurs et les habitants pour imposer le respect de tous aux actionnaires du groupe Bosch.

[1] chiffres tirés du [site officiel du groupe en France](#)

[2] En France comme en Allemagne, se sont ceux qui justifient les fermetures de sites industriels en accusant les chinois qui protestent en chine contre les hausses de salairesâ€!